



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALCANTE - Nouvelle UIOM

161 Avenue de Chateaudun
BP 38
41000 Blois

Références : 2024/0699 VAT20240520
Code AIOT : 0010001801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre du récolement de l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001801

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Evaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	gazeux		
4	Surveillance des émissions atmosphériques conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
5	Plan de gestion des conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520.a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520.b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520.a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520.b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats :</p> <p>Cet arrêté est applicable à l'UIOM de Blois.</p> <p>L'UIOM est classée au titre des ICPE notamment sous les rubriques 3520.a (15,6 t/h) et 3520.b</p>

(28,6 t/j) (cf. 2 de l'APC du 19/03/2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>La mesure en continu du mercure (un dispositif de mesure par ligne) a été mise en place en décembre 2022. Les résultats (valeurs moyennes journalières) de cette mesure sont reportés dans les bilans mensuels communiqués à l'inspection.</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu est comptabilisé et reporté sur les documents "R-EOT-mois-2024" (un par ligne) communiqués avec les bilans mensuels.</p> <p>Ces chiffres se retrouvent également sur les documents "Compteurs réglementaires" (un par ligne) accessibles depuis la salle de contrôle.</p> <p>Ces compteurs indiquent, pour l'indisponibilité cumulée AMS Hg, depuis le début de l'année 2024: 81,5 h pour la ligne 1 et 59,0 h pour la ligne 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les</p>

<p>niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>La surveillance des émissions des PBDD/F est effectuée tous les semestres par un organisme extérieur. La dernière (1er semestre 2024) a été effectuée par BUREAU VERITAS du 28 au 30/05/2024. Les résultats (rapport 22439032/1.1.2.R) ont été communiqués à l'inspection. La surveillance des PCB type dioxines est effectuée sur des périodes de 4 semaines (utilisation de cartouches) par la société SECAUTO. Les résultats (pour l'année 2024) ont été communiqués à l'inspection avec les bilans mensuels précités.</p> <p>Les fréquences de surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques conditions autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Concernant les mesures de polluants à réaliser dans les conditions OTNOC, l'inspection a pu constater que:</p> <ul style="list-style-type: none"> le 23/06/2024, 57mn de conditions OTNOC sont comptabilisées pour une durée de fonctionnement du four de la ligne 1 de 13h57 (redémarrage après arrêt technique annuel) et qu'une moyenne jour est bien prise en compte en "R-EOT" (incluant les conditions NOC et OTNOC) (cf. fichier R-EOT-06-2024 ligne 1); le 25/06/2024, 1h de conditions OTNOC sont comptabilisées pour une durée de fonctionnement du four de la ligne 2 de 8h41 (redémarrage après panne (fuite chaudière)) et qu'une moyenne jour est bien prise en compte en "R-EOT" (incluant les conditions NOC

et OTNOC) (cf. fichier R-EOT-06-2024 ligne 2)
Ainsi, les mesures continuent en condition OTNOC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Pas d'écart constaté.

Le mode opératoire "Identification des phases OTNOC", document SUEZ version du 09/01/2024, a été présenté par l'exploitant. Ce document explique les modalités d'identification des périodes OTNOC pour chaque site grâce à un formulaire d'identification des défaillances possibles, leurs causes et leurs conséquences. Ce mode opératoire prévoit également leur mise à jour régulière. Une liste de 8 OTNOC a été définie pour le site de Blois et présentée par l'exploitant.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les principales causes des OTNOC étaient dues à l'explosion de bouteilles de protoxyde d'azote présentes dans les ordures ménagères.

Selon l'exploitant, un point est fait tous les 15 jours avec la Direction Technique via le système VALOVISIO. Les comptes-rendus incrémentent un fichier site. De plus, l'évaluation périodique des OTNOC est prévue lors des revues de management (tous les 3 mois) telle que prévue dans le plan de gestion des OTNOC du groupe (cf. §3.5 du document SUEZ nommé "plan de gestion des OTNOC, version 1 du 09/01/2024).

Selon ce même plan, les conditions OTNOC sont également intégrées aux analyses environnementales des sites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Evaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : L'évaluation périodique vient juste d'être mise en œuvre (cf. constat précédent). L'exploitant assure la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC ce qui permet ainsi l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. La procédure "Plan de gestion des OTNOC" précité prévoit bien au §3.3 "Maintenance" la maintenance préventive des équipements ayant un impact sur la surveillance des OTNOC. Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté un compte-rendu d'évaluation périodique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra présenter les justificatifs permettant de montrer la mise en œuvre effective de l'évaluation périodique prévue dans le plan de gestion des OTNOC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats :

Partiellement conforme.

L'exploitant communique, dès son établissement, à l'inspection le rapport mensuel d'activité. Outre les données chiffrées sur les déchets entrants et incinérés, ce rapport comporte une synthèse des événements d'exploitation (arrêts, pannes, interventions diverses, visites périodiques) et une synthèse des résultats journaliers des mesures effectuées sur les rejets atmosphériques:

- le rapport mensuel d'avril 2024 (NOC-04-2024) ne mentionne aucun dépassement;
- le rapport mensuel de mai 2024 (NOC-05-2024) fait état de plusieurs dépassements: journaliers les 7, 8 et 15 mai sur la ligne 1 pour le mercure (pas de déchet identifié en cause), journalier le 7 mai sur la ligne 1 pour les NOx (expliqué par les différentes manoeuvres pour abattre le mercure), de 10 mn sur la ligne 2 pour le CO et de 3 fois 30 mn sur la ligne 2 pour les COV (pas de déchet identifié en cause);
- le rapport mensuel de juin 2024 (NOC-06-2024) ne mentionne aucun dépassement.

Cependant, le rapport de mesure des dioxines et furanes (prélèvements cartouches longue durée) pour la période du 10/06 au 08/07/2024, établi le 20/08/2024 par SECAUTO et communiqué à l'inspection le 22/08/2024, fait état pour la ligne 2 d'un dépassement pour les dioxines et furanes (0,3370 ng/m3 pour une VLE de 0,08 ng/m3). L'exploitant explique cela par une fuite constatée sur la chaudière, laquelle fuite a provoqué un arrêt de cette ligne.

Par la suite, le rapport de mesure des dioxines et furanes (prélèvements cartouches longue durée) pour la période du 08/07 au 06/08/2024, établi le 22/08/2024 par SECAUTO et communiqué à l'inspection le 23/08/2024, ne mentionne aucun dépassement pour la ligne 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant expliquera à l'inspection de façon précise les causes de ce dépassement en dioxines et furanes et exposera les actions correctives mises en oeuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours